

## Journée de rencontre VivAgriLab - 12 décembre 2023

---

### Contexte européen des living labs

---

**Noms des intervenant.e.s :** Cyril Girardin (INRAE)

**Animateur.rice :** Glenn Keck (Terre et Cité)

**Secrétaire :** Emma d'Aviau (Terre et Cité)

#### Noms des participant.e.s

- Juliana Serna, INRAE
- Corina Veron Chavanne, INRAE UMR SayFood
- Agathe Riou, INRAE
- Lucia Espinosa Brisset, INRAE UMR Sayfood
- Jean-François Bouhiron, Unité versailles saclay
- Arthur Lecomte, Golf national Saint-Quentin-en-Yvelines
- Sylvain Allemand, EPA Paris Saclay
- Guy Veider, Énergie Partagée
- Anne Faure, présidente Jardin de Limon de Cocagne
- Caroline Petit, agronome UMR SADAPT
- Patrick Morrissey, Agriculteur Feucherolles

#### Principaux éléments de l'atelier :

- Le projet urine explique idéalement le concept du Living Lab, où des multiples de questions sont soulevées comme sur les sols, les plantes, et la santé, qui sont traitées par la recherche.
- Mais le Living Lab va au-delà de la recherche, nécessitant la collaboration avec des entités pour aboutir à des solutions concrètes.
- L'objectif est aussi d'inspirer d'autres acteurs grâce aux bonnes pratiques identifiées par le Living Lab, notamment dans le domaine du recyclage des engrais organiques.
- La question de l'action de l'Europe a été soulevée, avec l'idée d'un "WhatsApp urine européen", mettant ainsi en lumière l'importance de partager les retours d'expérience pour le bénéfice de tous les pays.
- Il est envisagé par l'Europe d'associer des pays variés dans ses initiatives, couvrant le nord, le sud, etc., pour favoriser une collaboration plus étendue.
- La transformation des produits alimentaires et la recherche de solutions innovantes, telles

que l'idée de bâtiments mobiles.

## 1. Partie présentation

**Cyril Girardin** souligne les efforts de l'INRAE sur la communication depuis 2021 sur la dynamique au niveau européen, inscrits dans le cadre d'Horizon Europe, qui représente ce que l'Europe a défini comme mission à 600 millions d'euros dont les missions sur le cancer, la santé des eaux et d'autres sujets abordés dans les diapositives.

L'accent actuel est mis sur la Santé des sols et l'alimentation :

La mission, traduite en document français, débute en constatant que 60 à 70% des sols sont considérés comme en mauvaise santé, avec 70% des terres soumises à une utilisation excessive de nutriments et une menace de désertification, entraînant des coûts importants pour l'Europe. Cette problématique devient ainsi un sujet crucial.

Pour répondre à l'ambition liée à la question des sols, l'Europe a introduit le concept de laboratoire vivant, allouant 300 millions d'euros d'ici 2030 dans le cadre du programme Horizon Europe. Une grande campagne sur la santé des sols a été lancée.

Plusieurs objectifs sont également entamés dans les slides de la présentation.

La mission vise à impliquer divers acteurs, au-delà de la recherche, favorisant la co-crédation avec des scientifiques, des politiques, des citoyens, des praticiens, etc. Ces acteurs non académiques jouent un rôle central.

Les "Lights Houses" (phares) sont des projets phares au sein des living labs. Le site expérimental de Corbeville a été évoqué ce matin, pouvant potentiellement devenir un light house avec des thématiques telles que le biochar, les biodéchets, etc.

L'Axe 4 de la mission se concentre sur l'éducation, la communication et l'implication citoyenne.

Au niveau européen, la "qualité des sols" est un état idéal à atteindre, tandis que la "santé du sol" est considérée comme un état temporaire.

La déclinaison française de ces missions est portée par le ministère dans différents pays (un lien internet pertinent est disponible sur la diapositive).

Dans le projet "All Ready", le double LL réfère à living lab, faisant partie du réseau européen des living labs. Actuellement, seul le living lab de Montpellier est référencé dans ce réseau, donc l'objectif du projet à Saclay est de se faire reconnaître par ce réseau.

Une diapositive a été présentée, montrant un exemple de publication d'un appel à projet auquel les entités C BASC UPS et T&C ont répondu. Les résultats sont attendus en janvier 2024.

## 2. Questions, réponses et discussion

**Sylvain Allemand** exprime qu'il pensait que le LL avait pour objectif de regrouper plusieurs acteurs du territoire mais selon ce qu'il a entendu, l'accent semble être d'abord mis sur la recherche. Il souligne que la santé des sols est un sujet d'intérêt pour tous, et l'objectif ne devrait pas se limiter à la recherche, mais également inclure la diffusion de connaissances auprès de la population et d'autres acteurs. Il donne des exemples tels que l'inquiétude croissante de l'urbanisme quant à la qualité des sols ainsi que d'autres exemples tels que le droit de propriété comme chez les romains l'abusus et l'usus. Il mentionne le droit de propriété, suggérant de réfléchir à la manière de penser au droit de l'urbanisme et au droit de propriété.

**Cyril Girardin** répond en soulignant que l'Europe est maintenant obligée de réfléchir à la manière dont ces préoccupations peuvent se traduire dans les différents pays. Il explique que la communauté scientifique répond à des Appels à Projets (AAP) auxquels chacun peut répondre. Il cite l'exemple d'une association en Autriche qui a pris l'initiative de contacter des acteurs académiques pour répondre à un AAP cet été. Et donc s'exprime le souhait d'avoir des collectivités dans l'atelier, soulignant que l'ambition du projet est d'intégrer un large éventail d'acteurs, au-delà des équipes de recherche. Dans l'AAP, ce sont des équipes de recherche mais associés à plein d'acteurs du territoire.

Il illustre la démarche du Living Lab en prenant l'exemple de l'urine, soulignant les multiples questions que cela soulève sur les sols, les plantes, et la santé, qui sont traitées par la recherche. Cependant, il souligne que le Living Lab va au-delà de la recherche, nécessitant la collaboration avec des entités telles que l'EPA pour trouver des bâtiments pour récolter l'urine, ainsi que la collaboration avec les agriculteurs pour son utilisation, épandage, suivi, dosage, etc. Donc il explique que c'est ça le living lab. Sur les déchets organiques, il faut associer les collectivités pour la collecte, il y aura aussi des usages et usagers qui doivent être associés, et l'Europe porte ça en passant par le canal de la recherche.

**Anne Faure** souligne qu'elle est la seule agricultrice dans le groupe, mais elle ne se considère pas comme une vraie agricultrice et que les agri chez Cocagne sont les champs actuellement. Elle exprime la difficulté de se rendre disponible pour participer malgré la valeur de l'initiative.

**Un participant** pose la question de ce qui motive les agriculteurs à participer au projet.

**Cyril Girardin** explique que pour l'instant, le projet est à un stade expérimental, et ce qui motive les agriculteurs est la possibilité d'une substitution des fertilisants par de l'urine locale, offrant de l'azote à bas coût. Les agriculteurs ont été sollicités pour voir s'ils pouvaient contribuer à cette initiative.

**Agathe Riou** demande la concordance entre le VivAgriLab et le living lab au niveau européen.

**Cyril Girardin** souligne qu'il n'a pas vu arriver le Living Lab au niveau européen. Il explique que l'Europe, face à la diversité des territoires d'innovation, décide de cibler des territoires spécifiques pour accompagner des acteurs sur des enjeux particuliers. L'Europe alloue des financements conséquents, avec une enveloppe initiale de 12 millions d'euros (ce qui n'est pas un gros budget quand on divise par le nombre de pays mais une grosse enveloppe initiale), identifiant des territoires désireux de progresser sur des sujets géolocalisés, par exemple, la santé des sols en Espagne, en raison des défis liés à la sécheresse.

**Agathe Riou** demande si le VivAgriLab s'est créé avant ou après le modèle de living lab.

**Cyril Girardin** répond que le terme existait déjà. En 2023, le réseau européen n'avait pas encore identifié le VivAgriLab, étant présent sur aucune des deux cartes, avec un seul Living Lab en France. Cependant, il souligne que la forme des Living Labs peut varier selon les endroits, par exemple, certains sont un réseau d'agriculture travaillant sur des sujets similaires tels que l'agriculture régénérative.

**Un.e participant.e** questionne le biochar.

**Cyril Girardin** indique qu'il existe actuellement un fort enjeu économique autour du biochar.

**Arthur Lecomte** soulève la question de savoir si les thématiques des Living Labs peuvent changer d'une année à l'autre, et s'il existe des objectifs en termes de résultats, ainsi que des évaluations

des actions mises en place.

**Cyril Girardin** explique que des objectifs sont formalisés dans les Appels à Projets (AAP), et l'Europe évolue vers une capacité à atteindre ces objectifs. Il souligne l'importance de se rendre compte sur ce qu'on aura effectué, permettant d'obtenir des diagnostics et des recommandations. La phase ultime est la possibilité pour l'Europe de légiférer en fonction des résultats obtenus.

**Sylvain Allemand** ajoute que l'évaluation est indispensable étant donné qu'il s'agit de financements publics. Cependant, il souligne la nécessité de la vigilance, car l'objectif est de faire travailler ensemble des acteurs qui n'ont pas l'habitude de collaborer, ce qui signifie que les Living Labs doivent être porteurs d'une évaluation nécessaire mais jusqu'à un certain point.

**Cyril Girardin** exprime l'idée de donner envie à d'autres acteurs que le living lab permet d'identifier des bonnes recettes. Sur le recyclage des engrais organiques, ils avaient averti à l'avance que des changements allaient survenir.

**Un participant** pose la question de savoir ce que l'Europe envisage de faire, faisant référence humoristique à un "WhatsApp pipi européen". Il ajoute qu'il faut tirer des retours d'expériences, que les autres pays en profitent aussi.

**Cyril Girardin** répond que c'est précisément ce que l'Europe cherche à faire, en associant des pays du nord, du sud, etc. Il mentionne que sur le sujet des déchets organiques, des pratiques étaient mises en œuvre depuis longtemps. Il ajoute que sur le territoire, le sujet de la transformation des produits alimentaires est important. Un représentant de Sayfood a demandé s'il était possible d'imaginer des bâtiments mobiles, soulignant donc l'importance d'impliquer Sayfood.

**Lucia Espinosa** partage qu'ils organiseront des ateliers en se concentrant sur les légumineuses pour valoriser les ressources du territoire.

**Cyril Girardin** rappelle qu'au cours de l'année précédente, des maraîchers avaient exprimé leur préoccupation quant au coût élevé des transformations dans leurs usines, se demandant si la conservation par fermentation était l'un des processus accessibles.

**Anne Faure** partage qu'au jardin de Cocagne, un modèle de panier est distribué chaque semaine. Ils effectuent des transformations, mais il y a peu de valeur ajoutée économiquement.